

Le journalisme d'investigation est devenu collaboratif Des contre-pouvoirs s'adaptent à la mondialisation

Pour une société plus respectueuse de la planète et de l'Homme, qui éradique la misère et la souffrance morale, il serait naïf de compter uniquement sur les politiciens, les grands chefs d'entreprise, les forces de l'ordre... Si rien ne peut se faire sans eux, rien ne changera fondamentalement si des pratiques malveillantes, révoltantes, ne sont pas dénoncées et condamnées.

Dans tous les coins de la planète, dans tous les pays, ils sont nombreux à privilégier leurs intérêts personnels, familiaux, claniques, sur l'intérêt général du plus grand nombre possible. On devrait pouvoir espérer que la police et la justice soient indépendantes et attendre d'elles une exemplarité à toute épreuve. C'est loin d'être le cas, bien sûr dans les régimes dictatoriaux, ceux considérés comme « autoritaires », mais aussi dans les supposés pays démocratiques.

Depuis une vingtaine d'années, dans un mouvement qui s'amplifie, la presse d'investigation joue un rôle de contre-pouvoir. À l'instar par exemple d'un Denis Robert qui avait enquêté sur la chambre de compensation financière Clearstream

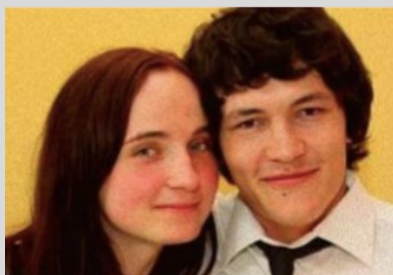
(1999-2002), il y aura toujours des journalistes indépendants qui réaliseront de grandes enquêtes. Mais à quel prix ? Ainsi, Denis Robert s'est trouvé embarqué, bien seul, durant une dizaine d'années, dans de multiples procédures judiciaires contre lui et ce dans plusieurs pays – et notamment en France.

Le fait d'être rattaché à un journal n'est pas une assurance tous risques. Au sein même de l'Union européenne, on meurt assassiné d'être journaliste d'investigation et de fouiller un peu trop : tels l'Irlandaise Veronica Guerin en 1996, la Maltaise Daphne Caruana Galizia, en 2017, ou le Slovaque Ján Kuciak, en 2018.

La seule vraie parade possible est collaborative : sans remettre en question le pluralisme, des médias du monde entier ont aujourd'hui compris la nécessité d'unir leurs moyens humains et matériels, entre autres pour optimiser leurs compétences en langues étrangères, en informatique, en droit...

La corruption et le crime organisé ne connaissent pas de frontière. Comment les médias nationaux pourraient-ils lutter à leur échelle ? Alors s'est constitué, en 1997, à Washington, un Consortium international des journalistes d'investigation (www.icij.org/). *Le Monde* en est un des acteurs français. À l'actif du Consortium : la lutte contre la fraude fiscale, la corruption, le blanchiment d'argent, les trafics de tous ordres et même les scandales sanitaires ou les politiques de répression contre un peuple...

Le 25 février 2018, Ján Kuciak et sa compagne, Martina Kušnírová, sont tués par balle dans la maison où ils envisageaient de s'installer. Ján Kuciak enquêtait sur les liens entre la Ndrangheta – la mafia calabraise – et des hommes politiques slovaques. Le commanditaire présumé, l'homme d'affaires Marián Kočner, a été acquitté faute de preuves suffisantes. Les procureurs et les parties civiles ont fait appel du jugement. Marián Kočner reste néanmoins en prison car il est condamné dans une autre affaire. L'auteur slovaque et ancien journaliste d'investigation Arpád Soltész a publié en 2020 *Le Bal des porcs*, roman à clef présentant les protagonistes de l'affaire sous des pseudonymes (éd. Agullo, 2020).



À l'échelle européenne, notamment avec le site Mediapart, on a le réseau European Investigative Collaborations, créé en 2016 (<https://eic.network/>). À son actif : le trafic d'armes, les sociétés offshore à Malte, les pratiques « discutables » d'un ancien procureur de la Cour pénale internationale, des pratiques scandaleuses dans le football professionnel...

Citons encore le collectif Forbidden Stories (<https://forbiddenstories.org/fr/>) dont l'objectif est de poursuivre sur le terrain les enquêtes des journalistes assassinés, emprisonnés ou empêchés de faire leur travail... *Le Monde* y est également présent. Il a récemment publié un lourd dossier sur le Mexique, les cartels de la drogue et les hauts fonctionnaires véreux. Point de départ : l'assassinat de la journaliste Regina Martinez en 2012, mais en dix ans, ce sont près de 140 journalistes qui ont été tués dans ce pays selon un rapport officiel récemment diffusé.

Citons encore, entre autres, le Organized Crime and Corruption Reporting Project (www.occrp.org/), créé dès 2006, et qui a participé avec le collectif Forbidden Stories – et donc *Le Monde* – au projet « Daphne » qui vise à prolonger les investigations, à l'origine de son assassinat, de la Maltaise Daphne Caruana Galizia. L'instigateur présumé, un homme d'affaires, suscite l'intérêt des

Daphne Caruana Galizia, journaliste d'investigation et blogueuse maltaise, a été tuée le 16 octobre 2017, près de son domicile, dans l'explosion de sa voiture piégée. Elle a révélé les pratiques de corruption de personnalités politiques et économiques. C'est elle qui a dénoncé, entre autres, la vente de la nationalité maltaise (et donc européenne) à des personnes fortunées...



journalistes et enquêteurs jusqu'en France où il a réalisé divers investissements...

Un seul regret : les révélations, vraiment énormes, émanant de ce journalisme d'investigation collaboratif n'ont pas l'impact auprès du grand public qu'elles pourraient – qu'elles devraient – avoir.

Au niveau d'un pays, les médias sont forcément frileux à reprendre les informations exclusives d'un concurrent !

Reporters sans frontières (RSF) livre son bilan 2020

50 journalistes tués et 387 emprisonnés

Entre le 1^{er} janvier et le 15 décembre 2020, Reporters sans frontières (RSF) a recensé 50 journalistes tués à travers le monde pour avoir exercé leur mission d'information : essentiellement des hommes (96 %) et des journalistes locaux (98 %), en zone de conflit (32 %) mais plutôt dans les pays considérés en paix (68 %) ⁽¹⁾.



Depuis 2011, sur dix ans, c'est le nombre le plus faible, mais ce peut être lié à la réduction des reportages du fait de la pandémie de Covid-19. Au total, sur la décennie, 937 journalistes sont morts dans le cadre de leur profession.

Sur les 50 journalistes tués en 2020, la grande majorité (84 %) l'ont été délibérément en raison de leur profession, et parfois dans des conditions particulièrement sordides, notamment au Mexique et en Inde. Les autres (16 %) ont été tués sur le terrain sans avoir été visés en tant que journalistes.

Les assassinats concernent surtout des journalistes travaillant sur des sujets sensibles. Ainsi, 10 enquêtaient sur des cas de corruption locale ou de détournement d'argent public. Parmi les sujets à risques, également les agissements de la mafia ou les questions environnementales (extraction minière illégale, accaparement des terres...).

Ce qui constitue une situation nouvelle en 2020, c'est la violence extrême lors de manifestations : 4 journalistes sont morts en Irak alors qu'ils couvraient des manifestations, 2 au Nigeria, 1 en Colombie.

(1) – https://rsf.org/sites/default/files/bilan_2020_fr-tues_1.pdf

En Russie, suicide d'une journaliste devant un poste de police

Irina Slavina, 47 ans, était rédactrice en chef d'un site d'information indépendant à Nijni-Novgorod, en Russie. Harcelée par les autorités, tant policières que judiciaires, ayant subi une perquisition à son domicile avec confiscation de ses carnets de notes, ordinateurs et téléphones, les siens comme ceux de son mari et de sa fille, elle s'est immolée par le feu, le lendemain, devant le poste régional de la police.

Elle s'intéressait à la corruption locale, aux constructions illégales, aux passe-droits des autorités, à la persécution des opposants, aux dérives environnementales... Ce qui lui valait une accumulation de pneus crevés et d'amendes.

Dans un hommage à Irina Slavina, le titre-phare de la presse libre en Russie, *Novaïa Gazeta*, explique que sa mort est le « *résultat le plus tragique de la pression impitoyable des autorités sur les journalistes régionaux* ».

Source : Nicolas Ruisseau, « En Russie, un suicide révélateur du harcèlement des journalistes », *Le Monde* du 7 octobre 2020.



Parmi les pays les plus dangereux, le Mexique occupe la première place avec 8 journalistes tués en 2020 (voire plus deux autres cas qu'il reste à confirmer). En cause le plus souvent : leur dénonciation des trafics de drogue et de la collusion des trafiquants avec les autorités.

L'Irak totalise 6 assassinats en 2020. Ce sont généralement des hommes armés non identifiés qui tirent sur des reporters alors qu'ils couvrent les mouvements de protestation populaire qui se déroulent depuis 2019. On trouve ensuite l'Afghanistan (5), l'Inde et le Pakistan (4), le Honduras et les Philippines (3).

L'Iran est le pays à avoir officiellement mis à mort le plus de journalistes ces cinquante dernières années. En 2020, Rouhollah Zam a été exécuté par pendaison : réfugié en France, il a été enlevé lors d'un voyage en Irak par des Gardiens de la Révolution, emmené de force en Iran, puis condamné à mort à l'issue d'un « *procès inique* », juge RSF.

Aucun assassinat n'est recensé en 2020 en Europe.

Fin 2020, près de 400 journalistes emprisonnés – un quart sont Chinois

À la date du 1^{er} décembre 2020, RSF compte 387 journalistes emprisonnés pour avoir exercé leur métier d'information : 345 hommes (89 %) et 42 femmes (11 %) ⁽²⁾. Le chiffre est stable par rapport à l'année précédente (389).

Près des deux tiers des journalistes détenus à travers le monde (61 %) le sont dans seulement cinq pays : la Chine (117), l'Arabie saoudite (34), l'Égypte (30), le Vietnam (28) et la Syrie (27).

RSF dénonce pour 2020 un « effet Covid-19 ». La couverture journalistique de la crise sanitaire a généré à travers le monde interpellations et arrestations arbitraires. Des journalistes sont toujours derrière les barreaux. Pour des gouvernements autoritaires, note RSF, « *la crise sanitaire a été une aubaine pour intensifier la chasse aux journalistes critiques, indépendants et dissidents* ».

Il y a les 387 journalistes emprisonnés, mais aussi 54 journalistes otages, entre les mains d'un acteur non étatique. Les principaux preneurs d'otages sont le groupe État islamique (25) et les Houthis (7). Trois pays du Moyen-Orient concentrent les prises d'otages : la Syrie (34), l'Irak (11) et le Yémen (9).

Les deux bilans de RSF ne recensent pas les journalistes qui ont dû fuir leur pays suite aux menaces dont ils faisaient l'objet.

Une journaliste nord-irlandaise abattue en 2019

Le 18 avril 2019, une journaliste nord-irlandaise de 29 ans, Lyra McKee, a été abattue alors qu'elle couvrait des émeutes à Derry. La « Nouvelle IRA » a revendiqué l'assassinat, considéré par la police comme un acte de terrorisme. Ce mouvement regroupe des républicains dissidents qui luttent pour la réunification de l'Irlande par les armes. Il semble que le tueur visait les forces de l'ordre, mais Lyra McKee se trouvait à proximité. Deux hommes ont été inculpés en 2020.

La journaliste a enquêté sur le meurtre d'un député, des disparitions, des suicides d'adolescents, des meurtres non élucidés... Ces faits se sont produits durant le conflit nord-irlandais qui a démarré à la fin des années 1960.

(2) – https://rsf.org/sites/default/files/bilan_2020_rsf.pdf